

MASTER 2 Science Politique

Parcours 2 - Les métiers de la représentation : associations, syndicats, groupes d'intérêt

Ce parcours rassemble trois options : « Monde du travail et action syndicale », « Associations et Acteurs publics » et « Politique et intérêts ».

Option « Mondes du travail et action syndicale »

Cette option porte sur les transformations du monde du travail et sur les formes de représentation qui s'y déploient. En tant qu'acteurs centraux des relations professionnelles, les syndicats participent de façon directe ou indirecte à l'élaboration et à la mise en oeuvre de l'action publique. En raison du processus de régionalisation et de transfert de compétences, du développement des procédures de participation, les instances et les lieux appelant à une forme de représentation et d'intervention syndicale se sont multipliés. De nombreuses réformes (loi El Khomri, ordonnances Macron...) ont profondément modifié les conditions de l'activité syndicale dans l'entreprise. Les syndicats contribuent ainsi à construire une représentation du monde du travail qui est aujourd'hui fragilisé par les multiples formes prises par la précarité, la transformation des entreprises et du management, les effets de la mondialisation : c'est aussi cette capacité à construire des représentations et des solidarités transversales (au niveau national et international) qui est analysée dans les différents cours et séminaires de cette option. Celle-ci souhaite former des étudiant.es susceptibles de trouver des débouchés professionnels dans les instances spécifiques de la démocratie sociale (Conseil économique et social régional, instances paritaires), mais aussi dans le secteur de l'expertise auprès des CSE (Comités sociaux et économiques), auprès des organisations syndicales au niveau régional, national ou européen. Cette option peut également intéresser des étudiant.es désireux de s'orienter vers le journalisme (traitement de l'actualité sociale, presse syndicale). Elle s'adresse à toutes celles et ceux qui sont intéressés à comprendre et à analyser les évolutions de l'emploi et du travail, les trajectoires professionnelles, les transformations d'un secteur d'activité.

L'option repose sur des coopérations étroites avec des responsables syndicaux, mais aussi avec des universitaires travaillant dans des centres de recherche liés à des syndicats sur les questions de travail et de représentation ou dans des cabinets d'expertise. Le fait que ce parcours existe depuis 2010 (sous le nom *Syndicalisme et représentation professionnelle*) a permis d'accumuler des données sur les stages et les débouchés professionnels des anciens étudiant.es.

Contact : Sophie Béroud (sophie.beroud@univ-lyon2.fr)

Option « Associations et Acteurs publics »

Le secteur associatif compte aujourd'hui environ 1,3 millions d'associations en France. Si c'est un lieu d'engagement, de militantisme et de bénévolat, c'est aussi un secteur créateur d'emploi, à mesure que les associations prennent en charge des pans croissants de l'action publique. Il emploie aujourd'hui 7% environ de la population active, et les emplois ont crû rapidement dans ce secteur depuis les années 1990 (même si cette progression a ralenti depuis 2010). L'emploi associatif peut mener vers différents secteurs d'activité : action caritative et humanitaire ; action sociale (en faveur des handicapés, des familles, des personnes âgées...) ; secteur sanitaire ; défense des droits et des causes ; éducation, formation, insertion ; secteur de la culture, etc. La formation peut également mener vers des emplois dans les collectivités territoriales qui agissent en lien avec le secteur associatif. Ce parcours du Master 2 vise à former des étudiant.es qui auront à la fois des compétences techniques utiles dans le secteur (en droit, communication, gestion, montage de projets, etc.) mais aussi une capacité d'analyse, de mise en perspective et de réflexivité.

Les possibilités de stage peuvent s'appuyer sur l'existence d'un tissu associatif très riche en Rhône-Alpes, et à Lyon en particulier, par exemple dans les domaines de l'humanitaire, de l'action en direction des immigrés et des réfugiés, de l'action sociale et de solidarité, de l'action sociale et culturelle, de l'environnement, de la solidarité internationale, de l'économie sociale et solidaire, etc.

Contact : Camille Hamidi (camillehamidi@hotmail.com)

Option "Politique et intérêts"

L'ouverture de ce nouveau parcours permet aux étudiant.es qui le suivent de se former à différentes pratiques de construction et de défense d'un intérêt et à la participation aux processus de décision politique. Il a un double objectif : former aux modes d'action pour agir sur les prises de décisions et comprendre les acteur/trices et les arènes de la décision publique. Une partie des enseignements est consacrée à l'acquisition de connaissances sur les organisations de représentation des intérêts (mondes patronaux et syndicaux, groupes d'intérêt locaux, nationaux et européennes...) et leurs modes d'action (l'expertise, la communication...). Le reste des enseignements permet d'acquérir des compétences spécifiques sur les techniques d'influence et la communication publique. Ils sont composés d'interventions d'acteur/trices professionnels, issus d'institutions publiques, d'associations professionnelles ou d'entreprises privées.

Ce parcours permettra de pourvoir à des postes de chargé.es d'études, chargé.es d'information, rédacteur/trices, responsable de communication, chargé.es de relations publiques, chef/fe de projet, chargé.es de relations institutionnelles, consultant.es, conseiller.es, auditeur.es interne et externe.

Contact : Caroline Frau (caroline.frau@univ-lyon2.fr)

Organisation générale de la formation

Ce parcours a pour vocation de former les étudiant.es à des métiers de la représentation, de la défense de causes ou d'intérêts dans des secteurs spécifiques. Le premier semestre est structuré autour de divers enseignements. Le second semestre est consacré au stage et au mémoire de stage, ou au mémoire de recherche (qui peut ou non s'adosser à un stage), selon le choix de l'étudiant.es.

Les intervenants sont à la fois des enseignant.es-chercheur.es, de Lyon 2 ou d'autres universités et centres de recherche et des praticien/nes du secteur concerné. Cela offre à la fois une formation professionnalisante et des possibilités d'insertion, tant pour les stages que pour les débouchés professionnels.

Organisation de la formation au premier semestre

La formation au premier semestre est caractérisée par un tronc commun important, à la fois théorique et méthodologique, et des jeux d'options qui permettent la spécialisation.

- Tronc commun

Au niveau des cours communs, certains visent à donner des outils d'analyse et de mise en perspective générale des métiers de la représentation et de leurs enjeux :

- Travail de représentation (*option monde du travail et politique et intérêts*)
- Enjeux contemporains du monde associatif (*option association et acteurs publics*)

D'autres ont une visée plus pratique :

- Construction et défense d'une cause
- Expertise et travail politique
- Sociologie des organisations

Enfin des cours communs visent à donner des outils de méthode, à la fois en terme de recherche de stage et de réalisation du mémoire et en terme d'ingénierie de montage de projets. Un séminaire d'anglais est enfin assuré.

- Cours spécialisés

Les cours spécifiques aux différentes options visent à mettre en perspective et à réfléchir à des aspects de la pratique professionnelle ou bien à donner des outils pratiques dans la conduite de l'activité professionnelle.

Pour l'option "politique et intérêts" ce sont :

- Institutions et dispositifs de la décision central et locale
- Procédure parlementaires et loi de finance
- Européanisation et internationalisation de l'action collective
- Règlementation et pratiques des affaires publiques
- Atelier d'écriture et prise de parole

Pour l'option "action syndicale" ce sont :

- Lieux et outils de la démocratie sociale
- Transformations contemporaines du travail
- Européanisation et internationalisation de l'action collective
- Droit du travail
- Atelier d'écriture et de prise de parole
- Enjeux et dispositifs de la participation politique

Pour l'option "associations et acteurs publics" ce sont :

- Mécénat et levée de fonds
- Travail collectif et relation d'accompagnement
- Montage de projet associatif
- Droit des associations
- Communications des associations
- Finance et gestion des associations

Organisation de la formation au second semestre

Le second semestre est consacré à la réalisation d'un stage de 2 à 6 mois et à l'écriture d'un mémoire de stage. Il est également possible de réaliser un mémoire de recherche sans stage associé.

Les intervenant.es

L'équipe est composée :

- **d'enseignant.es et de chercheur.es spécialisé.es sur les syndicats, les associations et les groupes d'intérêt** : Willy Beauvallet, Sophie Bérout, Ivan Bruneau, Stéphane Cadiou, Montserrat Emperador, Corinne Gobin, Caroline Frau, Camille Hamidi, Lilian Mathieu, Cécile Robert, Karel Yon, Guillaume Gourgues, Gilles Herreros.
- **d'enseignantes spécialisées en droit** : Florence Debord, Carole Giraudet, Cécile Nicod.
- **d'enseignant en anglais** : Olivier Richomme
- **de professionnels de la représentation d'intérêt** : Laetitia de La Maisonneuve (Lobbyiste chez Eurodom), Muriel Oheix (Chargée de mission relations institutionnelles et parlementaires GRDF), Monelle Eckert-Malecot (Chargée de mission à la FNSEA), Eric Adam (Responsable des affaires publiques du groupe Carrefour), Paul Hugo (Responsable de relations institutionnelles groupe Auchan), Laurent Mazille (Association professionnelle des responsables en relations publiques), Philippe Ponet (cabinet d'expertise sur les conditions de travail, Cidecos), Stéphanie Lanson (Agregative consulting), Martin Durigneux (Anciela).
- **de professionnels du secteur associatif** : Marielle Benchehboune et Emma Saunders (organisatrices au sein de l'association React), Marianne Maillot (Association Vision philanthropie), Samira Abed (Avocate, doctorante en droit et consultante juridique pour de nombreuses associations et ONG), Valérie Dumesny (Co-fondatrice de l'association Villages vivants), Florent Clouet (La Croix-Rouge française), Marie-Noëlle Gibon, Francis Depernet, Laurence Fabre (Transparency International).
- **de responsables syndicaux (anciens ou en activité)** : les intervenants varient selon les années avec l'idée de solliciter des organisations syndicales de différentes sensibilités.
- **de professionnels politico-administratifs** : Bruno Daller (conseiller gestion publique locale de ma Métropole de Lyon), Jeanne Dominjon (Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique), Julien Fragnon (collaborateur d'élu).

Présentation des enseignements et des intervenant.es

LE TRONC COMMUN

Construction et défense d'une cause (21h)

Ce séminaire aborde chaque année une thématique différente en proposant une approche pratique de la défense d'une cause, à partir du partage d'expériences et de connaissances de professionnels du secteur, venus du monde associatif, syndical, juridique et politique notamment. Pour l'année 2017-2018 la thématique porte sur les enjeux contemporains de l'immigration, saisis sous différents angles : les enjeux de la représentation artistique de la cause immigrée (autour d'un documentaire sur le parcours d'un migrant installé en Italie et d'une bande-dessinée sur la jungle de Calais) ; les enjeux de santé et santé mentale dans le parcours des migrants aujourd'hui en Europe ; les enjeux d'organisation et de syndicalisation des travailleurs sans-papiers ; le rôle des collectifs citoyens dans la prise en charge des migrants ; un bilan de la mise en œuvre de la loi Asile, immigration de 2018.

Expertise et travail politique (21h)

Ce cours s'organise autour d'interventions de différent.es enseignant.es chercheur.es sur leur domaine de spécialisation. Il s'agit d'aborder la thématique de l'expertise : comment est-elle produite? Par quels acteurs? Comment est-elle mobilisée? Comment s'en saisissent les acteurs publics et privés? Les séances portent sur l'expertise au sein du champ politico-administratif, dans l'espace économique et par des acteurs dits "profanes".

Le cours s'appuie sur des lectures de textes (articles), sur la participation orale et donnera lieu à un oral devant jury.

Intervenant.es :

- **Willy Beauvallet** - Maitre de conférences Université Lyon 2
- **Sophie Bérout** – Professeure de science politique Université Lyon 2
- **Montserrat Emperador** - Maitresse de conférences Université Lyon 2
- **Caroline Frau** - Maitresse de conférences Université Lyon 2
- **Cécile Robert** - Maitresse de conférences Sciences Po. Lyon

Sociologie des organisations (15h)

Ce séminaire propose une introduction approfondie de la sociologie des organisations, son objet, ses méthodes, ses usages dans différents domaines : administrations, entreprises, recherche.

Un devoir écrit sera réalisé de manière individuelle ou collective.

Intervenant :

- **Gilles Herreros** - Professeur de sociologie Université Lyon 2

Méthode de travail/ méthodes professionnelles (21h)

Ce séminaire de méthode a pour objet de préparer les étudiants à la recherche de stage ainsi qu'à la rédaction de leurs mémoires. Des aspects pratiques comme la rédaction d'un CV, d'une lettre de motivation, la recherche du stage, mais aussi le maniement de bases de données, seront abordés. Une partie du séminaire permettra d'aborder de façon réflexive la question de la recherche en situation ou sur commande (comment répondre à la demande de l'organisme qui commande l'étude tout en s'inscrivant dans une démarche de sciences sociales). Plusieurs types de travaux écrits seront demandés dont un état d'avancement de la littérature en lien avec le mémoire de recherche ou de stage.

Intervenantes :

- **Caroline Frau** - Maitresse de conférences Lyon 2
- **Camille Hamidi** - Maitresse de conférences Lyon 2

Séminaire Anglais (21h)

Ce cours est un cours de science politique en anglais sur le libéralisme.

Le cours sera évalué par la participation orale des étudiant.es et un devoir écrit.

Intervenant :

- **Olivier Richomme** - Maître de conférences Lyon 2

OPTION MONDE DU TRAVAIL

Travail de la représentation (24h)

Ce séminaire s'organise autour d'interventions de différent.es enseignant.es chercheur.es sur leur domaine de spécialisation. Chacun.e présente un espace spécifique de représentation d'intérêt : les mondes patronaux et agricoles, le syndicalisme et les relations professionnelles, les groupes d'intérêt.

Le cours s'appuie sur des lectures de textes (articles), sur la participation orale et donnera lieu à la réalisation d'un dossier.

Intervenant.es :

- **Sophie Bérout** – Professeure de science politique Université Lyon 2
- **Ivan Bruneau** - Maître de conférences Université Lyon 2
- **Stéphane Cadiou** - Maître de conférences Université de Saint Etienne
- **Caroline Frau** - Maîtresse de conférences Université Lyon 2

Lieux et outils de la démocratie sociale (15h)

Ce cours permet de revenir sur les façons dont ont été construites les modalités de représentation des salariés dans l'entreprise ainsi que les règles de représentativité. Il s'agit d'explorer de façon critique les catégories de « dialogue social » et de « démocratie sociale » en explorant les dimensions de la conflictualité au travail, les pratiques de négociation et les formes prises par les relations professionnelles. Le cours donne lieu à des exposés collectifs et à la lecture régulière d'articles scientifiques.

Intervenante :

- **Sophie Bérout** – Professeure de science politique

Transformations contemporaines du travail (15h)

Il s'agit de comprendre les mutations qui affectent l'activité du travail, liées à l'évolution des politiques de management et aux restructurations productives. Le séminaire accorde une large place à la compréhension de l'émergence d'une thématique comme la souffrance au travail. Il porte également sur la diversité des réponses syndicales et des outils d'intervention dont peuvent se servir les syndicalistes. Des travaux collectifs (réalisation et analyse d'un entretien) seront à réaliser dans le cadre de ce séminaire.

Intervenant.es :

- **Bernard Bouché** - Syndicaliste à Solidaires. Membre de la CFDT Cheminots, il participe à la création de Solidaires et de SUD-Rail après le conflit de 1995. Président de la commission "conditions de travail", il concourt au développement de formation interprofessionnelles sur les questions de santé au travail et de risques psycho-sociaux. Il est également formateur syndical.
- **Lina Cardenas** - doctorante en sociologie.

Européanisation et internationalisation de l'action collective (20h)

Le séminaire porte sur les activités européennes et internationales développées par les différentes organisations syndicales françaises et sur la construction de relations sociales dans les multinationales (accords cadres internationaux, accord cadres européens). Il revient sur l'histoire de la Confédération européenne des syndicats (CES) et sur son actualité. Il permet également d'aborder le rôle de l'Organisation internationale du travail. La construction de la représentation patronale à différentes échelles est également traitée, ainsi que la façon dont la représentation syndicale se structure sur les questions agricoles au niveau européen. Une séance sera enfin consacrée à des formes de mobilisation émergentes à l'échelle européenne, celle des travailleurs des plateformes numériques.

Le séminaire sera validé par un dossier thématique réalisé à plusieurs.

Intervenant.es :

- **Corinne Gobin** - Chercheure en science politique, Université Libre de Bruxelles.
- **Anne Dufresne** - Chercheure au GRESEA (Bruxelles)
- **Jean-Marie Pernot** - Chercheur à l'IRES, spécialiste du syndicalisme international.
- **Elise Roullaud** - docteure en science politique, auteure de *Contester l'Europe agricole, la Confédération Paysanne à l'épreuve de la PAC*, PUL, 2017.
- **Pierre-Jean Rozet** - ancien syndicaliste, ancien conseiller du gouvernement français pour l'OIT

Le droit du travail (20h)

Ce module de droit vise à donner aux étudiant.es des éléments de compréhension des évolutions contemporaines du droit du travail et des enjeux les plus actuels sur la négociation collective, la fusion et les attributions des institutions représentatives du personnel, l'organisation du travail. La réforme du code du travail et les contre-propositions formulées par le "groupe de recherche pour un autre code du travail" seront étudiées.

Le séminaire sera validé par la rédaction individuelle d'un court article (5 000 signes) sur un point d'actualité lié au droit du travail (présentation et analyse des enjeux).

Intervenantes :

- **Cécile Nicod** - Maitresse de conférences en droit Lyon 2/Directrice de l'institut de formation syndicale
- **Florence Debord** - Maitresse de conférences en droit Lyon 2
- **Carole Giraudet** - Directrice adjointe de l'Institut de formation syndicale

Enjeux et dispositifs de la participation politique (21h)

La participation est devenue un thème à la mode aussi bien dans l'action publique, au niveau local, que dans les critiques qui sont adressées à certains dispositifs. Il existe cependant plusieurs approches de la participation comme outil de démocratisation. Le séminaire permettra de mettre en perspective différentes expériences. Un exposé collectif et un dossier (possibilité de thématiques transversales à plusieurs séminaires) seront à réaliser pour valider cette matière.

Intervenant :

- **Guillaume Gourgues** - Maître de conférences Université Lyon 2

Montage de projet (15h)

Le module vise à donner une méthodologie de montage de projet aux étudiant.es. Il explique les différentes étapes du montage de dossiers, de la définition du projet à sa mise en oeuvre, en passant par la recherche de partenaires, la recherche de financement, la coordination de l'équipe du projet, le suivi administratif et financier... Les étudiant.es auront à réaliser un projet de voyage d'étude ou de colloque (ou une série de conférences). Ils devront en faire une restitution écrite.

Intervenantes :

- **Sophie Bérout** – Professeure de science politique Lyon 2
- **Caroline Frau** - Maitresse de conférences Lyon 2

Atelier d'écriture et de prise de parole (15h)

Ce cours a pour objectif de former les étudiant.es aux stratégies de communication mises en oeuvre par les institutions publiques, les élus, les groupes d'intérêt, les associations, les syndicats, les entreprises. Les intervenants reviendront sur différentes formes de communication en portant un regard réflexif et analytique sur des exemples concrets. Ils s'appliqueront ensuite à détailler les méthodologies déployées et à faire travailler les étudiant.es sur des techniques spécifiques de communication écrite et orale.

Ce séminaire sera évalué par des exercices écrits et oraux.

Intervenant.es :

- **Monelle Eckert-Malecot** - fiscaliste à la FNSEA. Diplômée d'un DEA de fiscalité appliquée, docteure en droit public et fiscal, elle a été collaboratrice dans un cabinet d'avocat et enseignante à l'Université avant de rejoindre la FNSEA.
- **Paul Hugo** - Responsable de relations institutionnelles groupe Auchan. Détenteur d'un master 2 affaires publiques et d'un master 2 communication politique et des institutions publiques du CELSA, il a été assistant parlementaire, conseiller à l'Assemblée nationale et chargé de mission relations institutionnelles pour le groupe Safran. Responsable des relations institutionnelles chez Auchan depuis 2013, il élabore la stratégie de lobbying du groupe, représente ses intérêts auprès des parlementaires et des cabinets ministériels et forme ses cadres dirigeants.

OPTION ASSOCIATION ET ACTEURS PUBLICS

Enjeux contemporains du monde associatif (21h)

Cet enseignement vise à proposer une mise en perspective des débats qui traversent actuellement le monde associatif, tant du point de vue des acteur/trices et des politiques publiques que des recherches en sciences sociales sur l'objet. Il aborde à la fois le monde associatif comme un monde du travail et comme un monde de l'engagement, en mobilisant autant des outils de science politique que de sociologie. Il est aussi l'occasion de revenir sur un certain nombre d'enjeux vus dans les autres cours, et de les mettre en discussion (par exemple les enjeux du fundraising, du community organizing...).

Le cours s'appuie sur des lectures de textes (articles), des exposés (sur des thèmes ou des ouvrages) et éventuellement un dossier (facultatif). Lors d'une des séances, un.e chercheur.e vient présenter un travail de recherche en cours ou qui vient d'être publié.

Intervenante :

- **Camille Hamidi** - Maîtresse de conférence Université Lyon 2

Mécénat et levée de fonds (18h)

Les enjeux de recherche de financements sont de plus en plus cruciaux dans le secteur associatif, et la recherche de financements privés ou collaboratifs prend une part croissante, y compris en France. Avoir recours à ces financements suppose des compétences techniques, que cet enseignement permettra d'acquérir. Mais cela suppose également de maîtriser sa stratégie et son projet associatif, afin de ne pas perdre de vue celui-ci. Le cours présentera les enjeux du mécénat, les stratégies de mise en œuvre, et les techniques de construction d'une campagne de levée de fonds. Il s'appuiera notamment sur des études de cas.

Intervenantes :

- **Marianne Maillot** - Vision philanthropie
- **Stéphanie Lanson** - Agregative Consulting

Travail collectif et relation d'accompagnement (15h)

En partant des expériences personnelles de relation interculturelle des étudiant.es, l'intervenante présente ensuite une série d'apports théoriques, principalement issus de l'anthropologie et la psychologie, pour comprendre les relations interculturelles, puis procède à des mises en situation et à des retours sur la pratique.

Ce séminaire sera évalué par une étude de situation choisie par l'étudiant, en lien avec ce qui a été travaillé dans les temps d'exercices et un décodage à l'aide d'une grille d'analyse fournie par l'enseignante.

Intervenante :

- **Ariella Rothberg** - Ethnologue, psychologue clinicienne, spécialisée dans la pédagogie de l'interculturel.

Montage de projet - Associations et acteurs publics (15h)

Le cours vise à donner les outils pour monter un projet associatif : comment penser son projet dans l'environnement de la structure, réfléchir aux enjeux d'organisation et de démocratie interne, de gestion des conflits. Les étudiants seront évalués par l'intervenante et par leurs pairs sur un cas pratique "Monter une association en live".

Intervenante :

- **Valérie Dumesny** - Co-fondatrice de l'association Villages vivants

Droit des associations (18h)

Le cours resitue le droit des associations au sein du droit des obligations, présente les catégories d'association, et passe en revue les différentes obligations et contraintes légales, sur la formation et la dissolution des associations, les règles de fonctionnement et de gouvernance, les enjeux de responsabilité des dirigeants, et certains aspects des questions de fiscalité.

Ce cours sera évalué par un devoir sur table de 2 heures.

Intervenante :

- **Samira Abed** - Avocate, doctorante en droit et consultante juridique pour de nombreuses associations et ONG.

Communication des associations (20h)

Après une présentation des enjeux généraux de la communication, le cours vise à donner aux étudiants les outils pour mettre en place la communication des associations. Cela suppose de travailler sur le rapport entre l'identité de l'organisation et sa communication (valeurs, domaine d'intervention, mode de financement) ; la place de la communication dans le fonctionnement de l'organisation ; les principales actions de communication (faire référence à une campagne) ; la stratégie sur les réseaux sociaux.

Intervenante :

- **Ingrid-Dana Popescu** - Maitresse de conférences à l'ICOM

Finance et gestion des associations (21h)

Le cours a pour but de faire découvrir les principes essentiels de la gestion financière des associations. Il aborde différents aspects :

Comprendre la logique d'un plan comptable général

Comprendre la différence fondamentale entre un compte de résultat, un bilan et un plan de trésorerie, de même comprendre l'importance de distinguer liquidité et rentabilité

Savoir lire un compte de résultat et un bilan

Savoir établir un budget prévisionnel et un plan de financement initial

Avoir un aperçu d'analyse financière avec l'outil SIG et Bilan fonctionnel

Intervenante :

- **Anne-Sophie Daudon** - chargée de mission à Villages Vivants, ancienne contrôleuse financière et contrôleuse de gestion, chargée d'opérations de crowdfunding dans diverses associations, bénévoles dans plusieurs associations dans la vallée de la Drôme.

Montage de projet (15h)

Le cours vise à donner les outils pour monter un projet associatif : comment penser son projet dans l'environnement de la structure, réfléchir aux enjeux d'organisation et de démocratie interne, de gestion des conflits. Les étudiants seront évalués par l'intervenante et par leurs pairs sur un cas pratique "Monter une association en live".

Intervenante :

- **Valérie Dumesny** - Co-fondatrice de l'association Villages vivants

OPTION POLITIQUE ET INTERETS

Travail de la représentation (24h)

Ce séminaire s'organise autour d'interventions de différent.es enseignant.es chercheur.es sur leur domaine de spécialisation. Chacun.e présente un espace spécifique de représentation d'intérêt : les mondes patronaux et agricoles, le syndicalisme et les relations professionnelles, les groupes d'intérêt.

Le cours s'appuie sur des lectures de textes (articles), sur la participation orale et donnera lieu à la réalisation d'un dossier.

Intervenant.es :

- **Sophie Béroud** – Professeure de science politique Université Lyon 2
- **Ivan Bruneau** - Maître de conférences Université Lyon 2
- **Stéphane Cadiou** - Maître de conférences Université de Saint Etienne
- **Caroline Frau** - Maîtresse de conférences Université Lyon 2

Institutions et dispositifs de la décision locale et centrale (20h)

Ce module a pour fonction de faire découvrir aux étudiant.es le fonctionnement pratique des instances de décisions à travers le partage d'expérience d'acteur.es professionnel.les.

Deux premiers intervenants aborderont la décision locale par deux prismes. D'abord le cheminement de la loi NOTRe (Nouvelle organisation Territoriale de la République) au gouvernement et au Parlement, ce qui permettra d'apprécier la construction d'un texte de loi concernant l'ensemble des collectivités territoriales. Ensuite le travail au sein d'un cabinet municipal mettra en évidence les configurations de l'entourage des élus et leur poids dans les prises de décision.

Les deux intervenantes suivantes aborderont la décision centrale. Elles expliqueront la place de différents groupes dans le processus parlementaire et les formes d'action des lobbyistes et chargés de relations institutionnelles.

Dans le cadre de ce séminaire, les étudiant.es devront réaliser des exercices oraux et écrits.

Intervenant.es :

- **Bruno Daller** - Conseiller Gestion publique locale à la Métropole de Lyon. Travaillant au sein de collectivités locales de tailles diverses (Chartres, Paris, Reims, Lyon...), depuis plus de 20 ans, essentiellement, sur les fonctions ressources, Bruno Daller a travaillé en étroite collaboration avec les élus locaux dans un monde territorial en profonde mutation, tout particulièrement ces dernières années en raison de la contrainte budgétaire croissante. Conseiller collectivités territoriales durant 2 ans

auprès de Mme Lebranchu, ministre des collectivités et de la fonction publique, il a pu découvrir également le regard de l'Etat sur les collectivités.

- **Julien Fragnon** - Collaborateur d'élu local depuis 2009 au sein de collectivités urbaines de taille différente (Saint-Fons, Villeurbanne). Cette expérience lui offre un regard de l'intérieur pour décrire le rôle des cabinets du maire dans le champ politique local. Il est également docteur en science politique et enseigne à Sciences Po Lyon et à Lyon 2 depuis plus de 10 ans.
- **Laetitia de La Maisonneuve** - Lobbyiste chez Eurodom. Détentrice d'une maîtrise de droit public et d'un DEA de droit public interne et européen, elle a une expérience professionnelle de plus de vingt ans, comme assistante parlementaire à l'Assemblée nationale (9 ans) puis en cabinets (7 ans, aménagement du Territoire, Matignon, Présidence du Sénat, Outre-mer). Elle travaille chez Eurodom depuis 5 ans.
- **Muriel Oheix** - Chargée de mission relations institutionnelles et parlementaires GRDF. Après un Master 2 de droit international, elle est devenue chargée d'information au bureau de représentation de la Région Ile-de-France à Bruxelles, puis collaboratrice parlementaire. Elle est désormais chargée de mission auprès de la direction stratégique de GRDF et défend la place du gaz dans le mix énergétique.

Procédures parlementaires et loi de finance (15h)

Cet enseignement a pour objectif de familiariser les étudiant.es à la procédure parlementaire, à l'élaboration de la loi de finance, à son examen par le Parlement et à l'exécution du budget. Il vise à leur délivrer une connaissance des procédures mais aussi des pratiques concrètes des acteurs qui interviennent à ces différentes étapes, du côté de l'administration, du Gouvernement, des élus et des groupes d'intérêt.

Dans le cadre de ce séminaire, les étudiant.es devront réaliser des exercices oraux et écrits.

Intervenant.es :

- **Muriel Oheix** - Chargée de mission relations institutionnelles et parlementaires GRDF. Après un Master 2 de droit international, elle est devenue chargée d'information au bureau de représentation de la Région Ile-de-France à Bruxelles, puis collaboratrice parlementaire. Elle est désormais chargée de mission auprès de la direction stratégique de GRDF et défend la place du gaz dans le mix énergétique.
- **Florent Clouet** - Après l'obtention d'un diplôme en économie et finance de Sciences Po Lille et d'un master en développement économique local à la London School of Economics, j'ai rejoint l'IEDOM, représentant de la Banque de France dans les territoires ultramarins, il devient chef de projet en charge du plan de développement de la Martinique au conseil régional. Collaborateur parlementaire puis conseiller budgétaire et conseiller technique au cabinet de George Pau Langevin et d'Ericka

Atelier d'écriture et de prise de parole (15h)

Ce cours a pour objectif de former les étudiant.es aux stratégies de communication mises en oeuvre par les institutions publiques, les élus, les groupes d'intérêt, les associations, les syndicats, les entreprises. Les intervenants reviendront sur différentes formes de communication en portant un regard réflexif et analytique sur des exemples concrets. Ils s'appliqueront ensuite à détailler les méthodologies déployées et à faire travailler les étudiant.es sur des techniques spécifiques de communication écrite et orale.

Ce séminaire sera évalué par des exercices écrits et oraux.

Intervenant.es :

- **Monelle Eckert-Malecot** - fiscaliste à la FNSEA. Diplômée d'un DEA de fiscalité appliquée, docteure en droit public et fiscal, elle a été collaboratrice dans un cabinet d'avocat et enseignante à l'Université avant de rejoindre la FNSEA.

Paul Hugo - Responsable de relations institutionnelles groupe Auchan. Détenteur d'un master 2 affaires publiques et d'un master 2 communication politique et des institutions publiques du CELSA, il a été assistant parlementaire, conseiller à l'Assemblée nationale et chargé de mission relations institutionnelles pour le groupe Safran. Responsable des relations institutionnelles chez Auchan depuis 2013, il élabore la stratégie de lobbying du groupe, représente ses intérêts auprès des parlementaires et des cabinets ministériels et forme ses cadres dirigeants.

Règlementation et pratiques des affaires publiques (20h)

L'objectif de ce séminaire est de former les étudiant.es à la déontologie des affaires publiques et à la réglementation qui y est associée. L'intervention de représentants d'organisations professionnelles de responsables en affaires publiques, de membres d'organisation pour la transparence de la vie politique et d'agents de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (HATVP) permet de saisir diversement les enjeux de régulation de l'activité et de bonnes pratiques professionnelles.

Ce cours sera évalué par une préparation des séances et des exercices pratiques.

Intervenant.es :

- **Laurent Mazille** - Ancien directeur adjoint du cabinet de la présidente de région Rhône-Alpes, puis conseiller parlementaire, Laurent Mazille devient chef de cabinet des relations institutionnelles de la RATP en 2005 puis secrétaire générale en 2010. Depuis 2014, il est directeur des relations institutionnelles chez Transdev. Il occupe également

- **Jeanne Dominjon** - Diplômée du master "Affaires publiques" de Science Po Paris, Jeanne Dominjon a été collaboratrice parlementaire de Charles de Courson, député et secrétaire de la commission des finances à l'Assemblée nationale. Depuis 2017, elle est chargée des études et partenariats à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.
- **Marie-Noëlle Gibon** - Elle est, au sein de Transparency International France, Coordinatrice du Programme enseignement supérieur. Elle a exercé la fonction de responsable marketing et commercial dans le secteur des services informatiques, puis celle de responsable informatique, au sein de grands groupes européens et internationaux. Elle a enseigné à Dauphine la Gouvernance des Systèmes d'Information, à HEC-SUP TELECOM Paris le sourcing des services et à l'ISEP la protection des données personnelles dans le secteur Bancaire.
- **Francis Depernet** - Il dispose de 45 ans d'expérience dans la fonction ressources humaines. Il a été DRH au sein des groupes Philips, Saint Gobain et Kering et en tant que DRH de Monoprix a réalisé la fusion Monoprix /Prisunic. Il a aussi exercé pendant 10 ans en tant que manager de transition (11 missions dans des entreprises de taille et de secteurs variés). Il a enseigné en Master 2 RH à Paris 1 et enseigne en licence pro à l'ICP les politiques de rémunération. Il dispose d'une maîtrise de philosophie (Sorbonne) et d'un DESS de gestion (IAE).
- **Laurence Fabre** - Elle est, au sein de Transparency International France, responsable du programme secteur privé, accompagne les entreprises et les organisations dans la mise en place de leurs politiques d'intégrité et de transparence. Elle est également en charge du programme de formation. Titulaire d'un DESS et d'un DEA en droit économique, elle a exercé la profession d'avocat spécialisé en contentieux et droit pénal des affaires pendant plus de vingt ans. Elle enseigne le droit des libertés et de la répression à Sciences-Po Paris ainsi qu'auprès d'organismes de formations professionnelles.

Européanisation et internationalisation de l'action collective (20h)

Le séminaire porte sur les activités européennes et internationales développées par les différentes organisations syndicales françaises et sur la construction de relations sociales dans les multinationales (accords cadres internationaux, accord cadres européens). Il revient sur l'histoire de la Confédération européenne des syndicats (CES) et sur son actualité. Il permet également d'aborder le rôle de l'Organisation internationale du travail. La construction de la représentation patronale à différentes échelles est également traitée, ainsi que la façon dont la représentation syndicale se structure sur les questions agricoles au niveau européen. Une séance sera enfin consacrée à des formes de mobilisation émergentes à l'échelle européenne, celle des travailleurs des plateformes numériques.

Le séminaire sera validé par un dossier thématique réalisé à plusieurs.

Intervenant.es :

- **Corinne Gobin** - Chercheure en science politique, Université Libre de Bruxelles.
- **Anne Dufresne** - Chercheure au GRESEA (Bruxelles)
- **Jean-Marie Pernot** - Chercheur à l'IRES, spécialiste du syndicalisme international.
- **Elise Roullaud** - docteure en science politique, auteure de *Contester l'Europe agricole, la Confédération Paysanne à l'épreuve de la PAC*, PUL, 2017.
- **Pierre-Jean Rozet** - ancien syndicaliste, ancien conseiller du gouvernement français pour l'OIT

Montage de projet (15h)

Le module vise à donner une méthodologie de montage de projet aux étudiant.es. Il explique les différentes étapes du montage de dossiers, de la définition du projet à sa mise en oeuvre, en passant par la recherche de partenaires, la recherche de financement, la coordination de l'équipe du projet, le suivi administratif et financier... Les étudiant.es auront à réaliser un projet de voyage d'étude ou de colloque (ou une série de conférences). Ils devront en faire une restitution écrite.

Intervenantes :

- **Sophie Bérout** – Professeure de science politique Lyon 2
- **Caroline Frau** - Maitresse de conférences Lyon 2

Les stages réalisés par les promotions précédentes

Promotion 2017-2018

Option *associations et acteurs publics*

- Robins des villes
- Handicap International
- Collectif démocratie ouverte
- Passeport Avenir Article 1
- Métropole de Lyon, direction du développement urbain
- Croix Rouge Française
- Droit au Logement Paris, service juridique et administratif
- Emmaus Défi
- Secours catholique

Option *Monde du travail et action syndicale*

- Solidaires Rhône sur la formation syndicale
- CNT sur l'organisation des travailleurs précaires
- INTEPF
- Confédération paysanne

Option *Politique et intérêts*

- Direction des relations institutionnelles de la SNCF
- Présidence de l'Assemblée Nationale, pôle communication
- Présidence de la Région Auvergne Rhône Alpes
- Assistant parlementaire à l'Assemblée Nationale
- Assistant parlementaire au Sénat
- Assistant parlementaire au Sénat et en circonscription

Promotion 2016-2017

Option *associations et acteurs publics*

- Robins des villes
- Handicap International
- Entrepreneurs de la cité (fondation et association qui font de la micro-assurance, logique du micro-crédit, assurances aux petits entrepreneurs)
- Emmaus
- ADVL Association Villeurbanaise pour le Droit au Logement
- Secours Populaire
- PNUD

Option *Monde du travail et action syndicale*

- URI CFDT sur la campagne électorale pour les Très Petites Entreprises
- Comité régional CGT sur les politiques régionales de formation
- UD FO (secteur juridique)
- Solidaires Rhône sur la représentation des salariés précaires
- Conseil économique, social et environnemental régional
- Syndicat National des Journalistes
- Confédération CGT, Secteur Travail et Santé
- Cabinets d'expertise CE/CHSCT (Cidecos)
- Cabinet d'expertise Amnyos (évaluation des politiques publiques)
- Organisation internationale du Travail (Genève)